



Les liens entre zones urbaines et zones rurales au service de la nutrition

Approches territoriales pour un développement durable



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

Janvier 2020

Tous droits réservés. Le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies encourage l'utilisation et la diffusion du contenu de ce produit. Le contenu peut être reproduit et diffusé à des fins d'enseignement ou à d'autres fins non commerciales sous réserve que le UNSCN soit correctement mentionné comme source et qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que le UNSCN approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction et d'adaptation, ainsi qu'à la revente et autres droits d'exploitation commerciale, doit être adressée par courrier électronique au secrétariat du UNSCN, à l'adresse: info@unscn.org.



Les liens entre zones urbaines et zones rurales au service de la nutrition

Approches territoriales pour un développement durable



UNSCN

United Nations System Standing Committee on Nutrition

Janvier 2020

Remerciements

Ce document de travail a été rédigé par James Garrett et Riccardo Grigoletto (Alliance de Bioversity International et du Centre international d'agriculture tropicale [CIAT]), Florence Egal, Thomas Forster et Stineke Oenema (Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies).

Les auteurs remercient les personnes et les organisations suivantes des observations qu'elles ont formulées et du soutien qu'elles ont apporté tout au long du processus de révision: Thierry Giordano (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), Gina Kennedy (Alliance de Bioversity International et du CIAT), Felicity Proctor, Marzella Wustefeld (Organisation mondiale de la Santé [OMS]), Patrizia Fracassi, Santacoloma Pilar et Trudy Wijnhoven (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO]), Joyce Njoro (Fonds international de développement agricole [FIDA]) et Grace Githiri (Programme des Nations Unies pour les établissements humains [ONU-Habitat]). Nous sommes également reconnaissants de l'appui que nous avons reçu de la part du programme de recherche de l'Organisation du Système CGIAR sur l'agriculture pour la nutrition et la santé.

Le rapport a été élaboré sous la direction générale de Stineke Oenema.

Poilin Breathnach est intervenue en tant qu'éditrice technique et Faustina Masini a réalisé la mise en forme.

Sommaire

1. Introduction	3
2. La nutrition et le contexte urbain-rural	4
3. Le programme mondial dans l'optique de la nutrition et des liens: entre zones urbaines et zones rurales	7
4. La nutrition dans le contexte des liens entre zones urbaines et zones rurales: développer les Principes directeurs (PD) et le Cadre d'action	9
PD1. Interventions ancrées localement	12
PD2. Gouvernance intégrée	14
PD3. Approches fonctionnelles et spatiales fondées sur des systèmes	
PD5. Partenariats équilibrés	
PD4. Inclusion financière	17
PD6. Approches fondées sur les droits de l'homme	19
PD7. Ne pas nuire et fournir une protection sociale	
PD8. Respect de l'environnement	
PD9. Engagement participatif	
PD10. Approches fondées sur des données et des éléments factuels	22
5. Conclusion: Messages à l'intention des acteurs qui jouent un rôle clé dans la nutrition, les liens entre zones urbaines et zones rurales et le développement territorial intégré	24
Références	27
Acronymes	30



1

Introduction

Les défis nutritionnels que le monde doit relever sont intimidants. En effet, une personne sur trois souffre de la malnutrition sous une forme au moins et, au vu des tendances actuelles, ce chiffre pourrait augmenter dans les années à venir. Tous les pays et toutes les régions du globe sont concernés. Les causes de la malnutrition sont multisectorielles. Par conséquent, la réalisation des objectifs mondiaux et nationaux nécessite de s'attaquer à de nombreux facteurs sous-jacents et structurels, ainsi que d'amener un large éventail d'acteurs à traiter ces problèmes de manière concertée. La persistance de la malnutrition a de lourdes conséquences sur le développement social et économique, ce qui entrave la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD). Les systèmes qui jouent un rôle déterminant dans la nutrition doivent opérer un changement transformatif. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) confirment cette analyse et appellent à l'action.

Bien que le caractère multisectoriel de la nutrition soit bien connu, il en va différemment de l'incidence nutritionnelle des liens qui s'établissent sur le continuum rural-urbain. L'attention accrue portée aux effets des changements qui se produisent dans les systèmes alimentaires, de l'urbanisation et de la transformation rurale a mis en évidence l'importance de la territorialité et de la gouvernance urbaine dans l'amélioration de la nutrition. Il faut désormais que les nutritionnistes comprennent mieux l'influence des liens entre zones urbaines et zones rurales sur les facteurs qui conditionnent la nutrition (ces facteurs s'inscrivent souvent dans des systèmes complexes sans lien avec la santé) et comment ces politiques et programmes plus vastes sont conçus et pilotés. La gouvernance de la nutrition est le processus par lequel l'impact de la nutrition sur les politiques autres que nutritionnelles – notamment celles qui concernent l'éducation, l'emploi, la santé, l'environnement et le commerce – est exploité ou atténué (UNSCN, 2017).

Dans ce contexte, la plupart des planificateurs sont déjà pleinement conscients que les notions d'«urbain» et de «rural» ne correspondent pas à des territoires distincts clairement délimités mais à un continuum. Les acteurs et les facteurs ayant trait à une question donnée font partie de systèmes complexes qui dépassent les frontières administratives. Les urbanistes et les personnes qui travaillent sur le continuum urbain-rural sont confrontés quotidiennement à la complexité de la gouvernance car ils se trouvent face à la multiplicité des organes gouvernementaux et à des niveaux d'administration horizontaux et verticaux qui se recoupent. En revanche, ils n'ont pas forcément une vision claire de la manière dont les liens entre zones urbaines et zones rurales et les considérations territoriales s'appliquent à la nutrition.

La complexité inhérente à la nutrition et les nombreux systèmes qui ont une incidence sur ce domaine (non seulement la santé mais aussi l'alimentation, l'énergie et les transports) ainsi que le souci d'améliorer la nutrition pour tous et partout sous-tend la nécessité pour les nutritionnistes et les planificateurs d'examiner l'incidence des liens entre zones urbaines et zones rurales et des approches territoriales sur la nutrition, de la prendre en compte dans leurs méthodes de travail et de renforcer ainsi l'impact positif des politiques et des programmes nutritionnels.

Ce document fournit, tout d'abord, un aperçu de la nutrition et du contexte urbain-rural et, plus généralement, du rapport de ces problématiques à une gouvernance territoriale et un développement intégrés. L'étude est replacée dans le contexte du programme de développement mondial, en particulier des initiatives concernant la nutrition, les agglomérations urbaines et les liens entre villes et campagnes. Le document montre ensuite en quoi les Principes directeurs relatifs aux liens entre zones urbaines et zones rurales et le Cadre d'action (Programme des Nations Unies pour les établissements humains [ONU-Habitat], 2019) intéressent l'action nutritionnelle. Enfin, il indique que les liens entre villes et campagnes ne sont pas directs mais passent par l'intermédiaire d'autres systèmes et facteurs, et que l'application d'une approche territoriale à des politiques et des programmes nutritionnels demeure marginale. Il décrit les premières étapes de la promotion d'une planification territoriale plus intégrée au service de la nutrition, tout en encourageant la poursuite de la réflexion, les initiatives et la recherche en ce sens.

2

La nutrition et le contexte urbain-rural

Les Principes directeurs relatifs aux liens entre zones urbaines et zones rurales (dénommés ci après les Principes directeurs) (figure 1) et le Cadre d'action élaborés par ONU-Habitat et d'autres parties prenantes constituent un point de départ pertinent pour déterminer pourquoi et comment les acteurs de la nutrition doivent s'efforcer de comprendre les effets des liens entre villes et campagnes sur la nutrition. Réciproquement, cela permet d'examiner les Principes directeurs et le Cadre d'action dans l'optique de la nutrition et d'établir comment incorporer la nutrition dans une planification territoriale, des politiques et un développement intégrés.¹

La nutrition est une question complexe et, à ce titre, les divers aspects des liens entre zones urbaines et zones rurales et du développement territorial intégré peuvent être envisagés comme un tout lorsque l'on s'intéresse à la nutrition. Les Principes directeurs et le Cadre d'action proposent des principes et un cadre qui fournissent des moyens inclusifs et globalistes de planifier et de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui reflètent ces liens et les besoins territoriaux. Le prisme de la nutrition et des liens entre zones urbaines et zones rurales met en lumière l'incidence de ces liens et comment les modérer de sorte qu'ils permettent d'améliorer les résultats nutritionnels, les régimes alimentaires et la durabilité des territoires. Ce document illustre l'application des Principes directeurs et du Cadre d'action à un thème en particulier, la nutrition, et donne des indications sur d'éventuelles interventions nutritionnelles et sur la gouvernance dans le cadre d'une approche intégrée du développement territorial.

Il a peut-être semblé plus commode par le passé de classer les problématiques, les analyses et les actions comme relevant de la sphère soit «urbaine» soit «rurale» mais cela donne une image de la réalité artificiellement cloisonnée. En réalité, cette vision est devenue un obstacle au progrès car elle masque le fait que les moyens d'existence et les paysages n'entrent pas dans des catégories bien distinctes mais s'inscrivent le long d'un continuum allant du plus rural au plus urbain (Tacoli, 2003; Garrett, 2005). Compte tenu de l'urbanisation croissante et du renforcement des relations entre zones urbaines et zones rurales, qui ont des effets positifs et négatifs, les décideurs et les planificateurs des secteurs public et privé et de la société civile doivent prendre en considération les multiples formes que prennent les liens entre villes et campagnes.

Les zones «plus urbaines» et les zones «plus rurales», ainsi que les espaces intercalaires, sont liés par des interactions et des flux dynamiques d'ordres écologique, physique, socioéconomique, politique, culturel, institutionnel et même idéologique, sous-tendus par divers processus, mécanismes et structures. Ces flux correspondent notamment à la circulation de personnes, de biens (intrants et extrants), de services (y compris juridiques, financiers, informatiques et technologiques), de ressources naturelles et de déchets. Ils subissent l'influence de différents acteurs n'ayant pas les mêmes capacités, qui opèrent à divers niveaux administratifs et dans des contextes agroécologiques, socioéconomiques et politiques variés (Tacoli, 1998; Tacoli, 2003).

Une meilleure connaissance des relations entre espaces ruraux et espaces urbains peut servir de base à des politiques et des investissements qui renforcent ces liens et la gouvernance territoriale et qui les mettent au service de la nutrition, en particulier par le truchement des effets sur les systèmes alimentaires (Proctor et Berdegué, 2016).

¹ On entend par urbanisme et planification territoriale le processus décisionnel qui vise à atteindre des objectifs économiques, sociaux, culturels et environnementaux grâce à l'élaboration de visions, de stratégies et de plans spatiaux et à l'application d'un ensemble de principes de politique générale, d'outils, ainsi que de mécanismes institutionnels et participatifs et de procédures réglementaires (ONU-Habitat, 2015).

Figure 1.
Principes directeurs d'ONU-Habitat relatifs aux liens entre zones urbaines et zones rurales



Source: UN-Habitat, 2019.

De meilleures liaisons de transport, une électricité plus largement disponible et un accès accru à Internet et à d'autres sources d'information, par exemple, peuvent donner aux ménages ruraux davantage de renseignements sur les prix des produits et les marchés, ainsi que sur les régimes et les pratiques alimentaires sains. D'autre part, l'absence de transports et de systèmes d'information peut empêcher les producteurs d'approvisionner en produits frais les marchés locaux et les marchés urbains plus éloignés. Les transports et les liens de commercialisation améliorés peuvent aussi avoir des conséquences négatives car ils permettent d'apporter davantage d'aliments hautement transformés dans les zones rurales et risquent ainsi de rendre les régimes alimentaires locaux, auparavant sains, plus riches en matières grasses, en sucre et en sel. Les politiques et les plans infranationaux et locaux (qui peuvent également être transfrontières), y compris ceux qui concernent les infrastructures et les achats publics, peuvent aider les producteurs et les négociants locaux à proposer une offre alimentaire plus variée sur les marchés locaux.

Les structures administratives et décisionnelles devront également évoluer pour permettre une action intégrée et efficace. Dans de nombreuses zones, par exemple, les programmes visant à combattre la malnutrition relèvent de différents secteurs (alimentation, santé, eau et assainissement, éducation, notamment) mais les bureaux de programme installés en zone urbaine connaissent parfois mal les habitants des zones rurales et leurs priorités et n'ont pas de vision territoriale intégrée qui faciliterait la coordination nécessaire à la convergence programmatique.

Il va sans dire que, pour comprendre les interactions de la nutrition avec les liens entre zones urbaines et zones rurales, les influencer et en tirer parti, il ne suffit pas de réaliser une planification intégrée au niveau de la région ou de l'agglomération. Il est indispensable de déterminer les flux, structures, processus, mécanismes et acteurs pertinents, ainsi que les divers secteurs et niveaux où s'exerce leur responsabilité. Un ensemble complet et cohérent de politiques, de programmes et d'investissements doit être élaboré et mis en œuvre.

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES **ACTION POUR LA NUTRITION**



2016-2025

3

Le programme mondial dans l'optique de la nutrition et des liens entre zones urbaines et zones rurales

Depuis le début des années 2000, en particulier, la nutrition est reconnue à la fois comme un moteur et un résultat du développement durable. Elle constitue désormais un objectif de développement à part entière. Les acteurs mondiaux, nationaux et municipaux se montrent de plus en plus concernés par les défis liés à la gestion de la ville, et l'alimentation et la nutrition sont de plus en plus souvent intégrées au programme urbain. De nombreux réseaux, plateformes et initiatives s'intéressent à la nutrition, aux agglomérations urbaines et aux liens entre zones rurales et zones urbaines (UNSCN, 2017). Les déclarations mondiales les plus importantes sur ces questions sont notamment celles découlant de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], 2019a), du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (ODD) (Assemblée générale des Nations Unies, 2015), de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (Assemblée générale des Nations Unies, 2016), du Nouveau Programme pour les villes (Organisation des Nations Unies [ONU], 2017) et du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan (2015).

En novembre 2014, à la CIN2, la communauté internationale s'est réunie pour présenter une vision commune de l'action en faveur de la nutrition. La Déclaration de Rome sur la nutrition (FAO et Organisation mondiale de la santé [OMS], 2014a) s'accompagnait d'un cadre d'action d'application facultative pour la mise en œuvre des engagements pris (FAO et OMS, 2014b). Bien que les documents de la CIN2 portent sur les contextes urbains et les systèmes alimentaires locaux, et qu'ils reconnaissent les facteurs multisectoriels qui déterminent la nutrition, ils ne présentent pas les liens entre zones rurales et zones urbaines ni la planification territoriale comme étant les principales composantes des politiques ou des investissements.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté en septembre 2015, couvre un plus large spectre (Assemblée générale des Nations Unies, 2015). Il engage les États à atteindre 17 objectifs transformatifs, exhaustifs et axés sur les personnes dans des domaines comme le développement économique, les agglomérations urbaines, la justice sociale, la parité entre les sexes, l'alimentation, la santé et les ressources naturelles (ONU, 2019a). Une réunion d'experts organisée par le UNSCN en juin 2018, sur la relation entre la nutrition et les ODD, a montré que la plupart des domaines concernés intéressaient la nutrition et que les solutions en matière de politiques et de programmes s'appliquaient aussi bien aux zones urbaines qu'aux zones rurales (UNSCN, 2018).

L'ODD 2, qui consiste à «éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable», est particulièrement pertinent. Il établit un lien entre cet engagement et l'agriculture, pratiquée essentiellement en milieu rural, et vise à ce que chaque personne (en zone rurale, en zone urbaine ou sur le continuum) dispose d'aliments sans danger et nutritifs en quantité suffisante.

L'ODD 11 appelle à faire en sorte que «les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables». Bien que la nutrition, l'alimentation et l'agriculture ne soient pas mentionnées spécifiquement dans les cibles de cet ODD, celui-ci reconnaît l'importance des liens entre zones urbaines et zones rurales et appelle les parties prenantes à «favoriser l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale».

Afin d'étayer les déclarations normatives d'ordre général par des engagements et des plans d'action spécifiques, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé en 2016 la Décennie d'action sur la nutrition (Assemblée générale des Nations Unies, 2016). Elle appelait, dans ce cadre, les États et les autres parties prenantes à mettre en œuvre de manière soutenue et cohérente des politiques et des programmes destinés à traiter les problèmes de nutrition (ONU, 2019b). Outre des interventions nutritionnelles plus directes, les approches axées sur les systèmes alimentaires et les organisations internationales chargées principalement de l'alimentation et de l'agriculture sont considérées comme capitales dans la résolution des problèmes nutritionnels mondiaux.

À mesure que la nutrition gagne en importance dans les programmes de développement mondiaux et nationaux, les questions urbaines, y compris les systèmes alimentaires urbains, font l'objet d'une attention croissante aux niveaux municipal, national et mondial. Lors de l'édition 2014 du Sommet des maires du Groupe C40,² le maire de Milan (Italie) a formulé une proposition d'accord portant sur la mise en place de systèmes alimentaires urbains plus résilients. Cette initiative a abouti à la signature du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan par plus de 100 villes à l'occasion de l'Expo Milano 2015 (Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, 2019). Le Pacte compte aujourd'hui plus de 200 signataires. Dans ce texte, des responsables politiques municipaux du monde entier se sont engagés à travailler «au développement de systèmes alimentaires durables, inclusifs, résilients, sûrs et diversifiés, qui fournissent des aliments sains et abordables à tous dans le respect des droits fondamentaux, réduisent au maximum le gaspillage, préservent la biodiversité et atténuent les effets du changement climatique tout en s'y adaptant» (Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, 2015). En prenant en considération les liens entre zones urbaines et zones rurales, les signataires du Pacte ont adopté un cadre axé sur les systèmes alimentaires pour les politiques et la planification en matière d'alimentation urbaine.

En 2016, les participants à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), ont présenté le Nouveau Programme pour les villes, qui a ensuite été adopté par les États membres de l'ONU (ONU, 2017). Le Nouveau Programme pour les villes mentionne spécifiquement et à de nombreuses reprises les conditions qui prévalent tant en zone urbaine qu'en zone rurale, le développement simultané des villes et des campagnes, les interactions et la connectivité, ainsi que la nécessité de prêter un appui aux systèmes territoriaux qui intègrent à la fois les fonctions urbaines et les fonctions rurales sur le continuum urbain-rural (ONU, 2017).

Par ailleurs, il se fait l'écho des préoccupations concernant les besoins des citoyens en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et les met en relation avec une reconnaissance des interactions entre zones urbaines et zones rurales ainsi que la gouvernance et le développement territoriaux intégrés. Il prend en considération le rôle important des petits exploitants et des artisans pêcheurs du point de vue de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du développement territorial intégré des zones urbaines et des zones rurales. Il insiste sur la nécessité de jeter des ponts entre l'offre et la demande urbaines et rurales et montre comment faire en sorte que la durabilité et la gestion des ressources naturelles, les infrastructures, le développement social et économique et des politiques alimentaires et agricoles durables se déploient sur l'ensemble des zones urbaines, périurbaines et rurales de manière à satisfaire les besoins des citoyens.

Les programmes nutritionnels et urbains sont de plus en plus complets mais ils ne tiennent pas encore pleinement compte de l'importance du continuum urbain-rural et maintiennent souvent la distinction entre villes et campagnes dans leur analyse et leurs préconisations. Bien que la prévalence accrue de l'excès pondéral et de l'obésité, ainsi que des maladies d'origine alimentaire, ait mis davantage en lumière la place centrale des systèmes alimentaires (et de leurs relations avec les systèmes de santé), les programmes nutritionnels n'étendent pas encore cette analyse à une vision plus intégrée des systèmes spatiaux et des territoires. En outre, les programmes urbains ne reconnaissent pas encore à quel point il est crucial d'inclure véritablement les zones rurales et les zones périurbaines lorsque l'on s'efforce de comprendre les causes des problèmes urbains et d'y remédier. Il est encore plus étonnant de constater que les programmes de développement rural n'évoquent les villes, mêmes petites et moyennes, qu'en tant que moteurs économiques (marchés) et pôles d'attraction de la main-d'œuvre.

² Le réseau C40 réunit les plus grandes villes du monde autour de la question du changement climatique (Groupe des grandes villes pour le climat, 2019).

4

La nutrition dans le contexte des liens entre zones urbaines et zones rurales: développer les Principes directeurs (PD) et le Cadre d'action

Dans le contexte des débats mondiaux, ONU-Habitat a lancé, en 2017, un processus visant à élaborer un ensemble de principes destinés à favoriser et à renforcer les liens entre zones urbaines et zones rurales dans le cadre du développement territorial intégré. Ces principes garantiront que l'importance des zones rurales soit prise en compte, qu'une approche territoriale intégrée soit adoptée et que les liens entre espaces urbains et espaces ruraux qui unissent les territoires soient pleinement exploités dans une perspective de planification essentielle à la réussite du Nouveau Programme pour les villes. Les Principes directeurs et le Cadre d'action ont été formulés à partir des contributions d'un groupe multipartite composé d'autorités gouvernementales et de représentants de la société civile, du monde universitaire et d'autres partenaires de développement, y compris des entités des Nations Unies. Ils ont été publiés en juillet 2019 (ONU-Habitat, 2019).

Les Principes directeurs sont largement axés sur la bonne gouvernance et les bonnes pratiques en matière de planification, tandis que le Cadre d'action propose un ensemble de mesures spécifiques et concrètes pour leur mise en œuvre. Il est prévu que les Principes directeurs soient adaptés aux différents contextes, ce qui permettra de tenir compte du rôle des divers acteurs aux niveaux national, régional et local et de les relier de façon inclusive, aux plans spatial et fonctionnel, sur l'ensemble du continuum urbain-rural. En adoptant une approche globaliste et intégrante, en visant à élaborer une vision commune, en accordant de l'importance à une participation significative des parties prenantes et au partenariat entre elles, et en définissant clairement le rôle et les actions qui leur sont assignés, les Principes directeurs ont pour objectif d'améliorer les synergies et les flux de personnes, de produits, de services et d'informations et d'assurer une durabilité économique, sociale et environnementale inclusive sur l'ensemble du continuum urbain-rural.

Les Principes directeurs et le Cadre d'action font explicitement référence à l'objectif d'améliorer la nutrition, outre la planification et les mesures à prendre dans de multiples domaines, notamment la production, la santé et la gestion des ressources naturelles. Le tableau 1 montre comment relier les Principes directeurs aux mesures suggérées dans le Cadre d'action (les principes connexes sont parfois regroupés) et indique les différents types de mesures intéressantes pour la nutrition qui pourraient être prises pour tenir compte des liens entre zones urbaines et zones rurales et du développement territorial.

Afin de souligner l'importance des liens entre zones urbaines et zones rurales du point de vue de la nutrition et d'encourager la poursuite de la réflexion, la présente section contient aussi une description exhaustive de la relation particulière de chaque principe avec la nutrition et fournit plusieurs exemples d'interventions menées dans le cadre de politiques et de programmes au niveau national qui constituent une application du principe en question. Malheureusement, les exemples de pays et de programmes pour lesquels on dispose d'informations sont très peu nombreux. Il est rare, en effet, que le processus d'élaboration et l'efficacité de ces interventions fassent l'objet d'une analyse systématique. Néanmoins, les exemples décrits sont issus de la pratique actuelle et montrent l'ampleur des efforts déployés par les responsables politiques et les programmeurs pour tirer parti d'une perspective plus territoriale en matière de nutrition.

Tableau 1.**Application des Principes directeurs et des mesures à l'appui d'une planification urbaine et territoriale intégrée de la nutrition (ONU-Habitat)**

Principes directeurs	Synthèse des Principes directeurs relatifs aux liens entre zones urbaines et zones rurales	Mesures pertinentes du Cadre d'action (A à J)	Mesures connexes à l'appui de l'intégration de la nutrition dans l'application des Principes directeurs
1. Interventions ancrées localement	<ul style="list-style-type: none"> Prendre en compte le contexte local à l'heure d'élaborer des interventions à partir des programmes mondiaux Veiller à ce que les actions nationales et infranationales soient cohérentes et intégrées sur l'ensemble du territoire 	<p>Cadre d'action</p> <ul style="list-style-type: none"> Gouvernance, législation et renforcement des capacités (A) Planification intégrée sur l'ensemble du continuum urbain-rural (B) 	<p>Mesures nutritionnelles</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaboration à assise locale de plans, de politiques et d'investissements qui prennent en compte le contexte local et son incidence sur les défis et les possibilités en matière de nutrition Initiatives et programmes cohérents et intégrant qui relient les débats nationaux, régionaux et mondiaux sur la nutrition à l'action locale Renforcement des capacités et sensibilisation des parties prenantes et des bénéficiaires à l'importance des liens entre zones urbaines et zones rurales du point de vue de la nutrition
2. Gouvernance intégrée	<ul style="list-style-type: none"> Inscrire la réflexion sur les liens entre zones urbaines et zones rurales dans des structures de gouvernance multisectorielles et multipartites à différents niveaux, en intégrant les questions de façon horizontale (entre des zones géographiques liées), intersectorielle (entre des acteurs comme la société civile, le secteur privé et le monde universitaire) et verticale (entre les niveaux de gouvernance) 	<p>Cadre d'action</p> <ul style="list-style-type: none"> Gouvernance, législation et renforcement des capacités (A) Planification intégrée sur l'ensemble du continuum urbain rural (B) Développement économique territorial et emploi (F) Infrastructures, technologies et systèmes de communication (F) 	<ul style="list-style-type: none"> Structures de gouvernance qui lient et appuient la coordination de l'action des États et des parties prenantes dans le domaine de la nutrition, à la fois horizontalement et verticalement (sur l'ensemble d'un territoire ou du niveau régional jusqu'à l'échelon municipal, par exemple) Interventions transversales qui intègrent les actions menées dans divers secteurs intéressant la nutrition Clarification, rationalisation et appui concernant les rôles et responsabilités (fonctions) les plus efficaces des différents acteurs dans une perspective globaliste où les actions sont harmonisées de façon à optimiser les synergies Définir, intégrer et promouvoir les actions des intervenants et des parties prenantes qui influent sur la nutrition; prêter un appui à l'intégration des systèmes alimentaires et agricoles ruraux, périurbains et urbains, ainsi que des moyens d'existence et des services, technologies et infrastructures intéressant la nutrition
3. Approches fonctionnelles et spatiales fondées sur des systèmes	<ul style="list-style-type: none"> Utiliser des approches fondées sur des systèmes pour promouvoir une planification et des politiques territoriales intégrant et inclusives qui tiennent compte des différents niveaux et flux des systèmes urbains et ruraux (personnes, ressources naturelles et aliments, par exemple) et prennent dûment en considération les variations d'échelle des agglomérations urbaines et rurales 		
4. Inclusion financière	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à ce que des investissements publics et privés suffisants et durables soient disponibles pour équilibrer et renforcer les liens entre zones urbaines et zones rurales et pour satisfaire de manière inclusive les besoins ruraux et urbains, y compris ceux des multiples acteurs concernés à toutes les échelles, de la plus petite à la plus grande 	<ul style="list-style-type: none"> Investissements et financement pour un développement urbain-rural inclusif (C) 	<ul style="list-style-type: none"> Faire en sorte qu'un financement suffisant et fiable soit disponible pour des actions nutritionnelles harmonisées, cohérentes et synergiques (par intervention, par acteur, par secteur et dans l'ensemble du système des interventions), ce de façon équilibrée et inclusive dans toutes les zones rurales et les zones urbaines
5. Partenariats équilibrés	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser des partenariats, alliances et réseaux inclusifs et participatifs qui établissent un lien entre les secteurs, les acteurs urbains et les acteurs ruraux, en particulier les groupes et les communautés les plus marginalisés, en exploitant leurs capacités et leurs compétences 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernance, législation et renforcement des capacités (A) Autonomisation des personnes et des communautés (D) 	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la manière dont les États, le secteur privé et la société civile traitent la nutrition au moyen d'activités, de processus et de mécanismes inclusifs et collaboratifs

Principes directeurs	Synthèse des Principes directeurs relatifs aux liens entre zones urbaines et zones rurales	Mesures pertinentes du Cadre d'action (A à J)	Mesures connexes à l'appui de l'intégration de la nutrition dans l'application des Principes directeurs
6. Approche fondée sur les droits de l'homme	<ul style="list-style-type: none"> Ancrer les approches fondées sur les droits de l'homme dans tous les instruments et actions, de sorte que ceux-ci respectent, promeuvent et concrétisent ces droits En complément, protéger la diversité biologique naturelle de la zone concernée 	<ul style="list-style-type: none"> Autonomisation des personnes et des communautés (D) Développement économique territorial et emploi (F) Approches cohérentes en matière de prestation de services sociaux (G) 	<ul style="list-style-type: none"> Adopter des approches participatives qui mettent à l'honneur les droits de l'homme dans les approches et les interventions nutritionnelles et insister sur leurs avantages transversaux pour ce qui est d'atteindre d'autres objectifs, comme l'amélioration du bien-être, l'autonomisation et la protection des femmes, ainsi que la valorisation des ressources naturelles Accorder la priorité à des actions qui visent à éliminer les conflits et les inégalités et mettent à l'honneur les valeurs et la diversité culturelles Déterminer en quoi la biodiversité et l'action, la reconnaissance et la valorisation des systèmes écosystémiques et des cultures et connaissances autochtones étayent et appuient les interventions destinées à améliorer la nutrition; veiller à ce que ces interventions soient respectueuses de l'environnement et des cultures locales Viser l'inclusion et une représentation significative des groupes vulnérables de façon à tirer parti de leur opinion, leur vision, leur influence et leurs capacités face aux défis et aux possibilités liés à l'amélioration de la nutrition
7. Ne pas nuire et fournir une protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les liens entre zones urbaines et zones rurales afin de surmonter les conflits, de reconnaître la diversité culturelle et de réduire les inégalités À cet effet, promouvoir le bien-être, la protection sociale, la santé, la sécurité alimentaire et la nutrition et protéger la mobilité, le logement, la biodiversité, les ressources naturelles et les régimes fonciers pour tous, quels que soient le sexe, l'âge et le groupe socioéconomique 	<ul style="list-style-type: none"> Approches intégrées à l'appui de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la santé publique (I) Impact environnemental et gestion des terres et des ressources naturelles (J) Conflits et catastrophes (K) 	
8. Respect de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Protéger, entretenir et étendre les zones importantes pour la biodiversité et les services écosystémiques, afin de garantir une transition intégrée du continuum urbain-rural vers des économies circulaires, efficaces, résilientes, à faible émission de carbone et utilisant les ressources de manière efficace 		
9. Engagement participatif	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à une participation significative des personnes, des institutions locales et des communautés à une gouvernance territoriale intégrée en créant des espaces et des mécanismes, si nécessaire, en renforçant les capacités afin d'autonomiser les groupes vulnérables, et en protégeant et respectant les cultures locales et autochtones 		
10. Approches fondées sur des données et des éléments factuels	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des systèmes de connaissance et produire des données spatiales et ventilées (qualitatives et quantitatives) ou les améliorer afin de prêter un appui à la planification visant à renforcer le continuum urbain-rural et à améliorer la cohésion territoriale Faciliter le partage de connaissances, le suivi des résultats et l'évaluation, et rendre les informations accessibles, transparentes, interactives et disponibles pour tous 	<ul style="list-style-type: none"> Gestion des connaissances et des données pour des flux spatiaux dynamiques (E) 	<ul style="list-style-type: none"> Repérer et combler les lacunes en matière de données, de connaissances et d'informations concernant la nutrition et les mesures nutritionnelles nécessaires à la prise de décision, à la planification, au plaidoyer et à la sensibilisation Mettre en place des systèmes d'information et de prise de décision en ce qui concerne la nutrition et les mesures nutritionnelles dans le contexte des liens entre zones urbaines et zones rurales qui soient accessibles, utiles et utilisables par toutes les parties prenantes

PD1. Interventions ancrées localement

Les enjeux nutritionnels sont différents en milieu urbain et en milieu rural, ce qui s'explique davantage par le contexte que par les facteurs sous-jacents (Ruel et al., 2017). Ces différences sont déterminées par les conditions sociales, culturelles, économiques, politiques, institutionnelles, agroécologiques et environnementales et peuvent s'exprimer de diverses manières – statut des femmes, qualité et densité des infrastructures, préférences alimentaires et abondance ou fragilité des ressources naturelles, par exemple. Ces conditions sont susceptibles de varier d'un pays à un autre et en leur sein, ainsi qu'à l'intérieur des zones urbaines et des zones rurales elles-mêmes, créant des possibilités ou des défis particuliers pour ce qui est de la nutrition. Par exemple, l'accès à des intrants agricoles, à des marchés de produits, à des soins de santé et à des services environnementaux, comme l'eau et l'assainissement, peuvent différer d'un point des paysages ruraux et urbains à un autre. La palette et le caractère abordable des aliments disponibles au marché, sur des stands et dans les restaurants ou issus d'une production propre peuvent également varier, les denrées allant de cultures commerciales courantes jusqu'à des espèces sous-utilisées. La structure et l'efficacité des politiques et des institutions, comme celles qui relient tout l'éventail de la production locale aux marchés intérieurs ou régionaux, ou encore la diffusion découlant de l'éducation nutritionnelle, peuvent être plus fortes ou plus faibles selon l'endroit (Tacoli, 1998; Tacoli, 2003).

Les politiques publiques qui ont une incidence sur ces conditions sont élaborées à différents niveaux – mondial, national et local. Par conséquent, pour que les interventions soient ancrées localement, il faut non seulement que les politiques nationales et mondiales soient adaptées au contexte local mais aussi qu'elles correspondent et répondent pleinement aux enjeux, besoins et priorités locaux.

Les préconisations normatives des politiques et des programmes ne doivent donc pas être simplement généralistes. Les cadres, engagements et enseignements découlant des initiatives mondiales peuvent fournir des indications et l'élan nécessaires à l'action et relier les démarches locales aux efforts nationaux et internationaux. Cependant, la diversité des situations et des solutions réclame souplesse et adaptation. Par exemple, l'éducation des consommateurs, le renforcement des capacités des administrateurs locaux en matière de nutrition, la promotion de végétaux autochtones qui donnent accès aux citoyens à un «panier alimentaire traditionnel» issu des systèmes alimentaires locaux dépendent du contexte.

L'adaptation au contexte local et l'autonomisation des autorités locales et des groupes cibles sont essentielles pour éviter une approche rigide et descendante en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, programmes et investissements et pour encourager la conception, la gestion et l'évaluation conjointes qui amélioreront les résultats des interventions. Les acteurs locaux (autorités et société civile) doivent être pleinement informés du programme mondial, cela va sans dire, et participer ensuite activement à l'adaptation des programmes mondiaux aux politiques et aux mesures locales.

La participation significative de toutes les personnes concernées au plan de la nutrition est un élément essentiel de l'élaboration et de la mise en œuvre d'interventions efficaces et bien adaptées. Au niveau de la direction et de la gouvernance locales, les intervenants doivent disposer de moyens d'action et de la légitimité nécessaire pour influencer la prise de décision si l'on entend établir un lien entre les débats mondiaux et la dynamique locale. Il convient d'encourager les autorités à faciliter l'inclusion des besoins et des points de vue des différents intéressés de sorte que chacun soit entendu. Il peut être nécessaire de renforcer les capacités locales car elles déterminent presque toujours la qualité de la mise en œuvre. Les connaissances détenues au niveau local sur lesquelles s'appuie l'action des intéressés eux-mêmes, et doit s'appuyer le point de vue des acteurs extérieurs, revêtent une importance capitale.

Exemples de pays et de programmes

Au **Sénégal**, l'élaboration d'un plan national multisectoriel concernant la nutrition repose sur des mécanismes décentralisés qui se situent aux niveaux infranational et local (Youssofane et al., 2018). La cohérence entre les secteurs a été renforcée et différents secteurs ont commencé à prendre davantage de responsabilité dans l'intégration de la nutrition. Le **Népal** est un autre pays où la création et la mise en place d'une structure multisectorielle décentralisée a montré l'importance de la nutrition dans la planification nationale et régionale (Banerjee et al., 2018). Celle-ci a aussi mis en évidence la nécessité d'une programmation participative en matière de nutrition dans les contextes infranationaux et locaux.

La politique relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle du **Kenya** (République du Kenya, 2011) est le principal cadre d'action du pays dans ce domaine et reconnaît la nécessité d'une démarche multisectorielle pour éliminer la faim et améliorer la nutrition. Le système de gouvernance de la nutrition est sous-tendu par un cadre institutionnel qui accorde une importance considérable au rôle des entités de gouvernance infranationales et des structures locales.



PD2. Gouvernance intégrée

PD3. Approches fonctionnelles et spatiales fondées sur des systèmes

PD5. Partenariats équilibrés

Les principes directeurs 2 et 3 appellent à adopter une approche inclusive de l'action. Le PD 2 se concentre sur l'établissement de liens horizontaux et verticaux entre les niveaux et les structures de gouvernance et sur une répartition judicieuse des responsabilités, tandis que le PD 3 promeut une approche intégrante qui englobe les dimensions tant fonctionnelles que spatiales.

Les mesures et les interactions des multiples parties prenantes, secteurs et systèmes sous-tendent l'efficacité des politiques, programmes et investissements qui visent à améliorer la nutrition. Cela complique la coordination des mesures essentielles à l'obtention de résultats, qui sont d'autant plus probants que les interventions concernent les mêmes bénéficiaires, au même moment et au même endroit.

Nombre des facteurs qui déterminent la nutrition présentent également une dimension spatiale, étant donné qu'ils sont influencés par les structures administratives qui couvrent à la fois les zones rurales et les zones urbaines ou qui ont une forte incidence sur les campagnes, même si elles sont basées en ville. Par conséquent, les ressources et les structures administratives indispensables à des interventions spécifiques se déploieront sur l'ensemble des niveaux et des structures de gouvernance (verticalement et horizontalement, en particulier au moment de la mise en œuvre).

Les responsables politiques et les planificateurs qui s'intéressent à la nutrition ne doivent pas voir les zones rurales et les zones urbaines comme des espaces distincts mais comme un continuum. De multiples exemples illustrent le fait que les approches classiques de la planification qui divisent les territoires entre villes et campagnes entravent les flux d'information et la coordination entre les planificateurs aux niveaux des pays, des régions, des districts, des villes et des villages, sachant que les urbanistes se concentrent souvent sur les infrastructures et que leurs homologues ruraux se focalisent sur les entreprises agricoles. Une nouvelle approche permettant d'intégrer les systèmes de gouvernance verticalement (du niveau local jusqu'à l'échelon national) et horizontalement (entre les juridictions) est nécessaire pour gérer les interactions complexes et dynamiques entre les personnes, les biens et les services sur le continuum urbain-rural.

Dans le même temps, lorsqu'ils envisagent des interventions spécifiques en faveur de la nutrition, les responsables politiques et les planificateurs auraient également tout intérêt à adopter une approche fonctionnelle et non uniquement spatiale. En d'autres termes, même s'ils se penchent sur le problème de la nutrition dans un espace en particulier, les décideurs doivent analyser aussi la question de la «fonctionnalité» (Berdegue et al., 2014). Ils doivent appréhender le problème, et surtout ses causes et ses solutions, au-delà du lieu ou du secteur. Plus particulièrement, l'analyse des causes et des réponses aux problèmes nutritionnels doit être replacée dans le contexte plus large du développement et de la gouvernance territoriaux intégrés, compte tenu du rapport que ces questions entretiennent avec les liens entre zones urbaines et zones rurales. Des réponses au problème de la nutrition découleront d'une perspective territoriale infranationale plus complète et plus intégrée.³

Tandis que le PD 2 et le PD 3 portent sur l'intégration de la gouvernance aux plans spatial et fonctionnel, ainsi qu'entre les différents niveaux, le PD 5 est axé sur la nature de la collaboration entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. Le rôle positif que le secteur privé est susceptible de jouer par lui-même ou par

³ Le document intitulé *S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble* (FAO, 2014) propose une méthode pour traiter la malnutrition de manière intégrée au niveau infranational (province ou district).

l'intermédiaire de partenariats public-privé est souvent négligé. Une méconnaissance de la culture locale, notamment autochtone, et un manque de détermination à faire en sorte que les acteurs communautaires aient véritablement voix au chapitre en ce qui concerne la gouvernance peuvent amoindrir l'efficacité des politiques et des programmes intéressant la nutrition et les liens entre zones urbaines et zones rurales.

S'agissant de la nutrition, la gouvernance doit tenir compte de cette diversité et de cette complexité, ainsi que de la dynamique du contexte et des enjeux. Les responsables politiques et les planificateurs doivent envisager les mesures à prendre et les structures de gouvernance adéquates pour la coordination, la participation et la redevabilité, et déterminer les acteurs qui doivent assumer les différentes fonctions, sur quelle période et dans quel espace territorial. Il sera nécessaire de repenser et de refondre les structures, processus et mécanismes pour relever ces défis. Cela pourrait notamment consister à trouver et à mettre au point de nouvelles formes de gouvernance urbaine et rurale qui suivent des approches plus participatives et plus souples.

Le recours à des plateformes multisectorielles et multipartites s'appuyant sur plusieurs niveaux, ancrées dans une approche territoriale, pourrait s'avérer utile (OCDE et al., 2016). Les conseils chargés des politiques alimentaires et les chartes relatives à l'alimentation peuvent produire des plans alimentaires régionaux et municipaux (Cabannes et Marrochino, 2018). Ces plans, qui sont généralement des déclarations succinctes de valeurs, de principes et de priorités, permettent de réunir des acteurs en vue d'élaborer une vision commune (Comté de Simcoe, 2012). Trouver le moyen de faire de cette vision une réalité parmi tous les secteurs, acteurs, niveaux et espaces concurrents (mais éventuellement disposés à collaborer) qui sont à l'œuvre dans le domaine de la nutrition est un défi incroyablement difficile à relever. La mise en pratique des chartes et le fonctionnement des conseils à l'échelon municipal doit transcender les niveaux et les acteurs, en contribuant à déterminer les besoins locaux puis en aidant les zones rurales et les communautés locales à bénéficier des programmes nécessaires.

Les principes de la gouvernance adaptative sont susceptibles d'apporter des solutions à cette problématique complexe. La gouvernance adaptative repose sur des processus décisionnels plus ouverts et plus inclusifs que les approches centralisées habituelles. Elle prend en considération les multiples intérêts, valeurs, points de vue des communautés et initiatives à assise communautaire, et intègre différents types d'organisations et de connaissances (Brunner et al., 2005). Les systèmes de villes, comme ceux qui existent en Colombie, dont la gouvernance conjointe se structure sur l'ensemble d'une aire géographique au lieu d'imposer une autorité unifiée, proposent une alternative souple face à la complexité des relations interjuridictionnelles (Samad, Lozano-Gracia et Panman, 2012; Banque mondiale, 2009).

Exemples de pays et de programmes

Le Conseil de la politique alimentaire de **Toronto**, créé en 1991, est chargé de conseiller la ville sur les questions de politique alimentaire, y compris la nutrition, de plaider en faveur de stratégies de sécurité alimentaire à assise communautaire et d'encourager le dialogue entre les parties prenantes des différents secteurs (Forster et al., 2015). Il met en relation les initiatives populaires avec les planificateurs municipaux afin que les stratégies alimentaires dépassent les frontières de la ville en prenant en compte les zones rurales et les agriculteurs.

En Colombie, la ville de **Medellín**, la zone métropolitaine de la vallée d'Aburrá et les autorités départementales d'Antioquia ont adopté l'approche fondée sur le système alimentaire ville-région (CRFS), mise au point par la FAO, afin de créer l'alliance pour de bonnes conditions de vie (Alianza por el Buen Vivir) (Comité de la sécurité alimentaire mondiale [CSA], 2017). Cela leur a permis de mettre en place un système coordonné pour gérer et suivre le système agroalimentaire de la ville-région, qui englobe Medellín, des centres urbains plus petits, ainsi que les zones périurbaines et l'arrière-pays environnants, dans le cadre d'une politique unique et complète.

L'alliance vise à améliorer la croissance, l'efficacité et la compétitivité des marchés alimentaires par des moyens financiers et non financiers, y compris la facilitation de l'organisation et de la collaboration entre les parties prenantes sociales, publiques, privées et universitaires.

En Équateur et au Brésil, des partenariats public-privé portent sur la gestion durable et équitable des ressources naturelles et des systèmes agroalimentaires (Dubbeling et al., 2016). À **Quito**, le fonds pour la protection de l'eau (Fondo para la Protección del Agua, FONAG) est un mécanisme de financement durable dont l'objectif est d'améliorer la gestion et la protection à long terme des bassins hydrographiques environnants. Il encourage les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et les acteurs du secteur privé à œuvrer ensemble à la gestion durable et efficace des ressources en eau au profit des consommateurs urbains et ruraux, ainsi que de l'industrie, de l'agriculture et d'autres secteurs, au sein du système ville-région.

Dans la commune de **Belo Horizonte** (Brésil), l'initiative Abastecer, placée sous l'égide d'un programme relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, permet à des négociants locaux dotés d'une licence de vendre des fruits et légumes dans des zones données. Ceux-ci se procurent la plupart des produits auprès de producteurs de la région ou de petits exploitants, qui peuvent de ce fait participer à des marchés urbains. Les titulaires d'une licence s'engagent à vendre des produits alimentaires à prix réduits dans les zones périurbaines et les zones marginalisées de la ville, améliorant ainsi l'accessibilité et la disponibilité d'aliments sans danger et nutritifs pour des groupes sociaux vulnérables.



PD4. Inclusion financière

Le financement de la nutrition est fragmenté et complexe, ce qui n'est pas forcément surprenant compte tenu que les facteurs qui déterminent les conditions de nutrition sont multisectoriels. Les mesures nutritionnelles et les budgets y afférents sont habituellement gérés (et affectés dans le cas des budgets) par de nombreux ministères, organismes et secteurs situés à de multiples niveaux de gouvernement. Les fonds proviennent également de multiples sources, des impôts prélevés et répartis par des autorités placées à divers niveaux jusqu'aux prêts multilatéraux, en passant par l'aide bilatérale (Action contre la faim, 2017). Les interventions d'acteurs privés ou non gouvernementaux apportent aussi une contribution et certaines d'entre elles bénéficient, en retour, de dépenses du secteur public.

Il est indispensable de mettre en place des mécanismes financiers capables de répondre comme il se doit aux besoins de financement et de favoriser des liens plus équilibrés et plus harmonisés entre les zones urbaines et les zones rurales, ainsi que des politiques et une législation sur lesquelles ils puissent s'appuyer. Les décisions de financement doivent être en accord avec les exigences d'une approche territoriale et guidées par une participation significative des parties prenantes urbaines et rurales. Les budgets devront tenir compte de la diversité des rôles, des responsabilités et des mécanismes de collecte de recettes des différentes unités de gouvernance, y compris les effets comparés de l'existence de structures nationales et de structures plus décentralisées.

Les politiques et les investissements gouvernementaux peuvent avoir une incidence considérable sur les systèmes alimentaires, qui est favorable ou préjudiciable à des régimes alimentaires sains. Ces politiques, y compris les cadres réglementaires, peuvent présenter des caractéristiques territoriales importantes. Les politiques et les programmes qui découlent d'une planification régionale présentant une dimension territoriale, par exemple, peuvent viser à diversifier la production alimentaire et à améliorer la transformation, le stockage, le transport, l'information sur les marchés et les infrastructures, ce qui réduit les coûts et promeut la consommation d'aliments locaux. Les filières alimentaires s'en trouvent raccourcies et les revenus des acteurs des marchés s'accroissent sur l'ensemble du continuum rural-urbain. De ce fait, la planification et les investissements permettent de fournir une palette plus large d'aliments nutritifs, sans danger, abordables et de saison aux habitants des campagnes comme des villes et éventuellement de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Les achats publics peuvent constituer une autre voie d'impact non négligeable. Au Brésil, par exemple, l'État oblige les entités du secteur public, comme les écoles, à s'approvisionner en priorité auprès de producteurs locaux et facilite les liens entre ces producteurs et les sources de la demande urbaine locale et régionale sur les marchés non institutionnels (Campos et al., 2013; FAO, 2019b). Les agriculteurs et les petites et moyennes entreprises locaux doivent être soutenus par des investissements publics et il convient de promouvoir l'utilisation partagée des infrastructures et la mutualisation des ressources ou des liaisons avec la demande des consommateurs urbains ou les filières d'approvisionnement (Dubbeling et al., 2016). En Inde, l'État autorise désormais l'achat de céréales saines mais sous-utilisées, comme le mil, dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire, ce qui crée une demande importante et finance le renforcement des liens entre les agriculteurs et les consommateurs urbains (Padulosi et King, 2018).

Exemples de pays et de programmes

Les mécanismes de financement de la nutrition, tels que les obligations à impact nutritionnel (nutritional impact bonds) et les taxes sur les aliments riches en matières grasses, en sel et en sucre, comme celles instaurées au **Mexique**, peuvent servir à financer des programmes nutritionnels, qui permettent de réduire la dénutrition dans les pays en développement et la surnutrition dans les pays développés (Action contre la faim, 2014). Ils peuvent également être utilisés pour renforcer les capacités à l'appui des objectifs nutritionnels sur l'ensemble du continuum urbain-rural.



Power of Nutrition (PON) est un partenariat basé au Royaume-Uni et lancé en avril 2015, qui rassemble des investisseurs internationaux et des partenaires d'exécution du domaine de la nutrition (PON, 2019). Il s'agit avant tout d'un catalyseur financier au service de la nutrition, qui attire des donateurs, notamment des donateurs du secteur privé et d'autres prêteurs «plus modestes», puis exploite leurs investissements au moyen d'arrangements financiers négociés au préalable.

L'initiative Financer une alimentation saine (HFFI) du Ministère de l'agriculture des **États-Unis d'Amérique** prête une assistance financière et technique, dans tout le pays, à des projets concernant la vente au détail d'aliments sains qui respectent certains critères, afin d'accroître l'accès à ces denrées dans les zones mal achalandées, de créer et maintenir des emplois de qualité et de revitaliser des communautés à faible revenu (PolicyLink et al., 2015).

PD6. Approches fondées sur les droits de l'homme

PD7. Ne pas nuire et fournir une protection sociale

PD8. Respect de l'environnement

PD9. Engagement participatif

Les PD 6, 7, 8 et 9 ont en commun le respect des droits de l'homme et la création de mécanismes participatifs y afférents qui permettent de concilier les différences, de réduire les inégalités sociales et les déséquilibres de pouvoir, de garantir la participation de toutes les parties prenantes et de parvenir à des compromis durables entre les intérêts public et privé. Bien que la participation de toutes les parties prenantes, en particulier celles qui sont souvent marginalisées, telles que les peuples autochtones, les femmes ou les jeunes, à la prise de décision soit un résultat manifeste des approches fondées sur les droits de l'homme, le PD 6 met ces éléments en relation avec le souci d'autrui et de l'environnement en indiquant que l'approche doit être complétée par la protection de la diversité biologique naturelle de la zone concernée. En outre, le PD 6 comprend la valorisation, la protection et la promotion des coutumes autochtones et des espèces locales d'animaux et de végétaux, souvent sous-utilisées, y compris les aliments prélevés dans la nature.

Le fait d'intégrer les droits de l'homme dans la prise de décisions concernant la nutrition en milieu urbain et en milieu rural, ainsi que la prise en compte de l'impact environnemental et la protection de la biodiversité, contribue à l'objectif de ne pas nuire aux bénéficiaires, en particulier les femmes et les enfants, ni aux ressources naturelles, de sorte que les moyens d'existence et les systèmes écologiques soient préservés et soutenus. Cette approche a un effet positif direct sur les déterminants de la nutrition: elle garantit, par exemple, que chacun puisse réaliser son potentiel en lui permettant de recevoir un revenu décent, d'avoir accès aux services publics essentiels et de jouir d'un environnement social inclusif qui célèbre la diversité et la singularité mais aussi les éléments culturels communs.

Les États sont les porteurs d'obligation chargés d'appliquer une approche fondée sur les droits dans le domaine de la nutrition, en ancrant cet engagement dans les politiques, les programmes et la législation. Une approche fondée sur les droits de l'homme oblige les États à respecter les droits au bien-être, à l'éducation et à la santé, ainsi que le droit d'être libéré de la faim, et les contraint à veiller à ce que leurs citoyens bénéficient de ces services et jouissent de leurs libertés. De plus, les États sont tenus de faire en sorte que ces éléments et les acteurs concernés soient réunis afin de créer, d'élaborer, de dynamiser et de participer à l'amélioration de la nutrition. Ces obligations sont en rapport avec les Principes directeurs, qui sont axés sur la gouvernance et sur la conception et l'exécution de politiques et de programmes efficaces qui tiennent compte du continuum urbain-rural.

La référence à l'environnement reconnaît l'importance de la biodiversité et des services écosystémiques aux plans de la durabilité, de la résilience et de l'équilibre environnemental des économies et des communautés, de régimes alimentaires sans danger, variés et sains, et d'un environnement sain pour la production, le stockage, la transformation, le transport, la préparation et la consommation d'aliments exempts de maladies.

Les causes et les effets de ces questions environnementales, ainsi que leurs solutions, dans l'optique de leur rapport à la nutrition, ne connaissent aucune division entre zones urbaines et zones rurales. Les régimes alimentaires sains et durables en milieu urbain et en milieu rural sont sous-tendus par des pratiques agricoles durables qui intègrent la biodiversité et fournissent des services écosystémiques. Il convient d'adopter de bonnes pratiques agricoles afin de réduire les risques liés aux maladies et à la contamination pour la santé humaine. Les orientations relatives aux pratiques et aux approvisionnements en intrants qui sont diffusées dans les campagnes émanent souvent d'experts techniques et d'institutions basés dans des villes, plus ou moins grandes. Des pratiques sûres et hygiéniques doivent être en place en tout point du système alimentaire, des activités liées aux producteurs ruraux jusqu'à celles qui concernent les

consommateurs ruraux, périurbains et urbains (UNSCN, 2018). Le fait d'encourager la production agricole et la gestion des ressources naturelles dans une optique nutritionnelle reflète également les principes qui consistent à ne pas nuire ainsi qu'à respecter l'environnement et à faire face au changement climatique, tout en garantissant une offre d'aliments sans danger, variés, sains, accessibles et abordables.

Dans de nombreux cas, le choix des consommateurs dépasse le simple achat d'aliments sains et ceux-ci vont jusqu'à se demander comment aider les agriculteurs à préserver les ressources naturelles et les services écosystémiques. En réalité, les quatre principes susmentionnés méritent d'être intégrés dans les messages à l'intention des marchés et les stratégies de marque de façon à inclure la protection des droits fonciers des agriculteurs, la protection et la conservation des ressources naturelles et l'appui direct des consommateurs, par leurs choix, à l'identité territoriale. Au cours des deux dernières décennies, par exemple, les marchés d'agriculteurs et l'agriculture soutenue par la communauté, dans le cadre desquels des consommateurs urbains s'engagent à aider certaines exploitations périurbaines et rurales, sont devenus de véritables moteurs de la production agricole et des décisions de commercialisation.

Repenser l'interface entre la biodiversité, les services écosystémiques et les pratiques agricoles dans l'optique de la nutrition et dans le contexte du changement climatique pourrait s'avérer être un bon tremplin pour étudier et déterminer les enjeux et les possibilités communs aux nombreuses questions qui doivent, à l'instar de la nutrition et du développement durable au sens large, s'inscrire dans une approche territoriale du développement. Les initiatives collaboratives qui rassemblent des parties prenantes autour d'une culture ou de préoccupations partagées peuvent donner des moyens d'action à des groupes souvent négligés, peu écoutés ou ignorés.

L'approche participative fondée sur les droits de l'homme qui est ancrée dans les Principes directeurs prescrit leur inclusion. La biodiversité agricole, par exemple, est protégée, alimentée et préservée par les peuples autochtones, les pasteurs, les habitants des forêts et les pêcheurs, ainsi que les petits agriculteurs qui produisent la majorité des aliments du monde (UNSCN, 2018). Ces groupes, qui sont souvent marginalisés, peuvent promouvoir l'utilisation durable des terres et le respect des intérêts environnementaux, traditionnels et territoriaux. De même, les mécanismes de protection sociale peuvent aider à traiter les facteurs qui entravent la production et la consommation d'aliments variés, y compris la protection et la promotion d'espèces locales sous-utilisées, et la prestation de services de santé, en particulier les soins maternels et infantiles, les connaissances nutritionnelles ou l'eau et l'assainissement. De toute évidence, les préoccupations, les besoins et les points de vue de toutes les parties prenantes doivent être pris en compte pour que les politiques et les programmes améliorent efficacement la nutrition. Les producteurs, le secteur alimentaire et agricole et les consommateurs ont tous une forte influence.

Exemples de pays et de programmes

Le droit à une alimentation et une nutrition adéquates (ONU, 2018; Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme [HCDH] et FAO, 2010) et la Déclaration des **Nations Unies** sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (Assemblée générale des Nations Unies., 2019) peuvent servir de base à la promotion d'un changement significatif des politiques alimentaires, pour lequel la participation de la société civile est fondamentale. Le degré de concrétisation des droits de l'homme au niveau local est directement lié à la redevabilité et à l'efficacité de l'État.

Le «Défi des 250 000 familles» lancé par Colectivo Agroecológico en **Équateur** est un processus citoyen issu de la base qui vise à concrétiser les droits fondamentaux à l'alimentation et à la santé en établissant des liens entre les producteurs et les consommateurs et en mettant en place des pratiques de production et de consommation saines et durables (FAO, 2017).

Les écoles fournissent à la prochaine génération des repas, des connaissances, des compétences et des valeurs qui ont une incidence sur sa santé et façonnent les systèmes alimentaires futurs. Ce sont des moyens importants de combler les écarts entre zones urbaines et zones rurales et de sensibiliser les enfants, les enseignants et les parents à l'importance de la biodiversité locale pour des régimes alimentaires sains et un développement territorial durable. Au **Brésil**, les repas scolaires sont obligatoires dans les écoles primaires et secondaires depuis 1995. La politique en vigueur depuis 2009 impose aux établissements de se procurer au minimum 30 pour cent de produits issus de l'agriculture biologique auprès d'exploitants locaux (Kitaoka, 2018).

À Antananarivo (**Madagascar**), les petits exploitants formés aux pratiques agroécologiques ont une relation directe avec les consommateurs et les marchés grâce à des intermédiaires désignés à cet effet (Cerdan et al., 2015). Cela donne aux agriculteurs une plus grande marge de manœuvre en leur permettant de mieux comprendre comment les prix s'établissent sur les marchés et crée un marché pour des aliments sains et respectueux de l'environnement.



PD10. Approches fondées sur des données et des éléments factuels

Il existe encore d'importantes lacunes en matière de connaissances dans le contexte des liens entre zones urbaines et zones rurales et de la nutrition, en particulier pour ce qui est de constituer une vision globaliste de la nature et des effets des diverses relations et de déterminer quelles sont les interventions et les structures de gouvernance les plus efficaces. Bien que les liens entre la nutrition et la santé soient relativement bien cernés, les connaissances demeurent insuffisantes en ce qui concerne l'agriculture et les systèmes alimentaires, l'éducation, les régimes alimentaires sains et la nutrition, et des initiatives visent à pallier ces insuffisances. Il est indispensable de mieux comprendre l'environnement politique et institutionnel dans lequel s'inscrivent les liens entre zones urbaines et zones rurales. Ces questions, dans le contexte du continuum urbain-rural, ne font l'objet que de recherches d'une ampleur limitée.

Des informations à jour sur la prévalence et la caractérisation de la malnutrition (en particulier les carences en micronutriments) en milieu urbain et en milieu rural sont rares, ce qui ne permet pas de cerner de manière exhaustive les évolutions et les interactions éventuelles. Les études portant sur les habitudes de consommation alimentaire et les sources d'approvisionnement en nourriture sont peu nombreuses, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les données disponibles sont insuffisantes pour appréhender les tendances ou produire des analyses comparatives sur l'ensemble du continuum urbain-rural (par taille d'agglomération urbaine ou par catégorie de revenu, par exemple) (Garrett et Ruel, 2018). Bien que des études aient été réalisées sur les moyens d'existence urbains et ruraux, peu montrent précisément comment les déterminants de la nutrition agissent sur le continuum urbain-rural et, en particulier comment les ménages gèrent l'éventail des liens entre zones rurales et zones urbaines ou en ressentent l'incidence et comment les services, programmes et investissements intéressant la nutrition des ménages sont mis en œuvre.

Des progrès ont été accomplis s'agissant d'analyser un certain nombre de relations (par exemple, entre urbanisation et changement d'alimentation ou entre expansion des zones urbaines et pertes de terres arables), mais il faut poursuivre la recherche pour mieux comprendre les interactions mêmes les plus élémentaires entre le monde urbain et le monde rural dans l'optique de la nutrition. On ne connaît pas encore toutes les répercussions de l'urbanisation sur l'emploi rural agricole et non agricole, l'économie et la société, la production et les habitudes alimentaires dans le contexte du changement climatique, ainsi que la demande d'aliments transformés ou frais. Quel sera, par exemple, l'incidence de ces interactions et de ces changements sur le rôle et l'autonomisation des femmes et sur l'utilisation durable des ressources naturelles et des services écosystémiques? Plus largement, quel rôle les petites villes et les villes rurales joueront-elles dans les liens entre producteurs et consommateurs? Quels seront les impacts de ces évolutions sur les catégories de population à faible revenu ou les groupes marginalisés (petits producteurs, paysans sans terres, acheteurs nets de produits alimentaires, négociants du secteur informel, peuples autochtones) (CSA, 2016)? Et quelles sont les structures de gouvernance les plus pratiques et les plus efficaces pour traiter une question multisectorielle qui concerne de multiples acteurs opérant à différents niveaux, comme c'est le cas de la nutrition?

Les politiques et les programmes doivent naturellement être assis sur des données fiables et des éléments solides, mais il est nécessaire de modifier les méthodes de production de ces données, en particulier leur collecte, leur gestion et leur utilisation. Certes, il existe des lacunes fondamentales en matière d'informations sur la situation et le contexte, les problèmes et les solutions qu'il convient d'y apporter, ces lacunes sont peut-être plus profondes encore pour ce qui est de la manière d'appliquer ces solutions. Les études de cas descriptives ne sont pas suffisantes. Il faut produire, de toute urgence, des éléments empiriques, issus de recherches rigoureuses et inclusives – reposant souvent sur des méthodes participatives – qui permettent d'étayer des protocoles de recherche, dans un monde en mutation rapide où les enjeux nutritionnels se font et se feront encore plus complexes. Dans le même temps, la technologie révolutionne déjà les approches en matière de collecte, de ventilation, de gestion et d'utilisation de données.

Exemples de pays et de programmes

L'outil de données sur la consommation alimentaire individuelle mondiale élaboré par la **FAO** et l'**Organisation mondiale de la Santé** (OMS) permet de collecter des données quantitatives concernant la consommation individuelle sur toute la planète (FAO, 2019c). Ces informations découlent de toutes sortes d'enquêtes, de sondages nationaux de grande ampleur jusqu'à des questionnaires communautaires à petite échelle, et portent à la fois sur les zones rurales et les zones urbaines. La plateforme fournit des indicateurs axés sur l'alimentation qui permettent d'évaluer la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments, ce qui aide les responsables politiques, les planificateurs et le personnel d'organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes à prendre des décisions en connaissance de cause.



5

Conclusion: Messages à l'intention des acteurs qui jouent un rôle clé dans la nutrition, les liens entre zones urbaines et zones rurales et le développement territorial intégré

Ce document insiste sur l'importance des liens entre zones urbaines et zones rurales du fait de leur incidence cruciale sur les facteurs qui touchent la nutrition et montre que la nutrition peut être incorporée aux mesures destinées à favoriser un développement territorial intégré. Il souligne la nécessité de cibler directement les questions nutritionnelles à l'heure de planifier des projets, des programmes et des politiques de développement territorial intégré et fournit un cadre à cet effet. En outre, il propose une nouvelle manière de penser l'élaboration et la mise en œuvre des interventions relatives à la nutrition.

Il convient d'envisager plus explicitement les moyens de tirer de multiples avantages de l'incidence des relations entre zones rurales et zones urbaines sur la nutrition, notamment les avantages suivants: aliments nutritifs plus variés, plus abordables et plus sains; paysages durables et biodiversité améliorée; fourniture plus efficace de services hydriques, d'assainissement, énergétiques et autres (soins de santé, par exemple); transmission plus efficace de contenus pédagogiques, de connaissances et d'informations en rapport avec la nutrition; potentiel accru de développement économique et emplois décents, qui peuvent renforcer l'intégration sociale et rendre les moyens d'existence plus durables, plus sûrs et plus épanouissants.

De toute évidence, les interventions sur le continuum urbain-rural seront porteuses de défis s'agissant de définir clairement les responsabilités et le champ d'action des acteurs et institutions aux différents niveaux de gouvernement. La gouvernance au service de l'amélioration de la nutrition devra fonctionner à la fois verticalement (en englobant tous les échelons administratifs: local, national et mondial) et horizontalement (en couvrant l'ensemble des divisions et juridictions administratives, secteurs et territoires). Elle devra être inclusive, exhaustive, multilatérale, multisectorielle et suffisamment flexible pour permettre l'intégration administrative de multiples parties prenantes (UNSCN, 2017). La planification territoriale intégrée et les mesures prises dans un cadre de gouvernance efficace peuvent concilier ces impératifs et les besoins en matière de gouvernance, en ce qu'elles permettent de tenir compte des différents déterminants, secteurs, acteurs et liens à l'œuvre sur un espace géographique donné à l'heure d'élaborer des solutions au niveau des politiques et des programmes (ONU-Habitat, 2015).

Par conséquent, les domaines suivants semblent pertinents pour les acteurs concernés, en particulier les nutritionnistes, les urbanistes et les planificateurs du territoire.

Envisager les politiques et les programmes nutritionnels dans une optique territoriale et intégrer la nutrition dans la planification et la gouvernance urbaines et territoriales

- Alors que davantage de niveaux de gouvernance, de secteurs et d'acteurs reconnaissent qu'il existe un continuum entre les zones rurales et les zones urbaines, il est crucial que les mesures nutritionnelles suivent une approche territoriale plus intégrée et abolissent la division entre ces espaces. Afin de stimuler l'efficacité et l'efficacé, il convient de déterminer quelle incidence les interventions doivent avoir sur les liens entre villes et campagnes et sur les systèmes sous-jacents qui les rattachent.
- Lors de la planification, les acteurs doivent trouver des moyens de comprendre et de traiter les facteurs qui déterminent la nutrition grâce à des mesures qui couvrent les zones urbaines et les zones rurales plutôt que l'un ou l'autre de ces espaces, afin de décloisonner les solutions et les actions institutionnelles. Les achats publics de produits locaux pour les repas scolaires en sont un exemple.
- Au plan de la nutrition, il est indispensable de repenser et de refondre les structures, processus et mécanismes, y compris de définir et de mettre en œuvre de nouvelles formes de planification et de gouvernance urbaines et rurales qui comprennent des mesures destinées à influencer sur la nutrition et ses déterminants grâce à des approches participatives, flexibles et adaptatives.

Déterminer comment mobiliser et orienter des ressources financières pour les zones urbaines et les zones rurales afin de lutter contre la pauvreté, la faim et la malnutrition

- Les mécanismes financiers et les investissements découlant de politiques et d'une planification dotées d'une dimension territoriale peuvent et doivent avoir une incidence considérable sur la nutrition, notamment par l'intermédiaire de la diversification de la production agricole et de la transformation, du stockage, du transport, de l'information sur les marchés et des infrastructures, ce qui permet de raccourcir les filières alimentaires et comporte des avantages pour la nutrition.
- Il convient que les mécanismes financiers qui concernent spécifiquement la nutrition (comme PON, les obligations à impact nutritionnel et les taxes) suivent des approches inclusives qui prennent en considération les impacts nutritionnels sur l'ensemble du continuum urbain-rural.

Améliorer la prise en compte des droits de l'homme, le respect de l'environnement et la participation dans le cadre des politiques et des programmes en vue d'améliorer la nutrition

- Le fait d'intégrer les droits de l'homme dans la prise de décisions concernant la nutrition en milieu urbain et en milieu rural, et d'envisager les répercussions environnementales et la protection de la biodiversité concourt à l'objectif de ne pas nuire aux bénéficiaires, en particulier aux femmes et aux enfants, ni aux ressources naturelles, en soutenant et en pérennisant les moyens d'existence et les systèmes écologiques.
- Repenser l'interface entre la biodiversité, les services écosystémiques et les pratiques agricoles dans l'optique de la nutrition et dans le contexte du changement climatique pourrait s'avérer être un bon tremplin pour étudier et déterminer les enjeux et les possibilités communs aux nombreux domaines qui doivent, à l'instar de la nutrition, s'inscrire dans une approche plus territoriale du développement.

Intégrer la nutrition, dans le contexte des liens entre zones urbaines et zones rurales et de la gouvernance et du développement territoriaux, au sein du programme de recherche

- Les études portant sur les moyens d'existence urbains et ruraux et celles qui visent à montrer précisément comment les déterminants de la nutrition agissent sur le continuum urbain-rural (en particulier comment les ménages gèrent les liens entre zones rurales et zones urbaines ou en ressentent l'incidence) et comment les services, programmes et investissements qui les concernent sont mis en œuvre sont essentielles à la prise de décisions judicieuses. Malheureusement, elles sont rares.
- Il est nécessaire de produire, de toute urgence, des éléments empiriques sur les politiques et les programmes qui découlent de recherches rigoureuses et inclusives (reposant souvent sur des méthodes participatives).

Mettre au point des outils pour guider la mise en œuvre des Principes directeurs contenant des mesures nutritionnelles

- La mise au point d'outils d'évaluation et de matériel pédagogique par ONU-Habitat, en collaboration avec les partenaires adhérant aux Principes directeurs, doit comprendre une analyse de la nutrition et intégrer les mesures recommandées ici et dans le cadre d'autres travaux de suivi destinés à mettre en relation les Principes directeurs avec la nutrition.
- Dans le cadre de la mise en œuvre des Principes directeurs et des cadres d'exécution connexes, tels que la planification de la politique urbaine nationale, la réalisation de l'ODD 11 et les Lignes directrices internationales sur la planification urbaine et territoriale (ONU-Habitat, 2015), il convient d'inclure la dimension nutritionnelle dans les indications adressées aux autorités nationales et infranationales.



Références

- Action Against Hunger. 2014. *Aid for Nutrition: Mobilizing innovative financing for the fight against undernutrition*. Paris. (also available at <https://www.actioncontrelafaim.org/en/publication/aid-for-nutrition-mobilizing-innovative-financing-for-the-fight-against-undernutrition/>).
- Action Against Hunger. 2017. *Aid for Nutrition: Emerging finance mechanisms: where is the value for nutrition? A specific focus on GFF*. Paris. (also available at https://www.actioncontrelafaim.org/wp-content/uploads/2017/09/emergingfinancingmechanismsfornutrition_V2.pdf).
- Banerjee, C., Swinnen, T., Shoham, J., & Dolan, C. 2018. *Multi-sector programming at the sub-national level: A case study in Kapilvastu and Jumla districts in Nepal*. Kidlington, UK, ENN. (also available at https://www.ennonline.net/attachments/2778/MSP_Nepal_22Mar18.pdf).
- Berdegú, J. & Proctor F. with Cazzuffi, C. 2014. *Inclusive Rural–Urban Linkages*. Working Paper Series No. 123. Santiago, Chile, Latin American Center for Rural Development (Rimisp). (also available at https://rimisp.org/wp-content/files_mf/1431869344123InclusiveRural_UrbanLinkages_edited.pdf).
- Brunner, R., Steelman, T., Coe-Juell, L., Cromley, C., Edwards, C. & Tucker, D. 2005. *Adaptive Governance: Integrating Science, Policy, and Decision Making*. New York, Columbia University Press.
- C40 Cities. 2019. About. In: C40 Cities [online]. London. [Cited 16 July 2019]. <https://www.c40.org/about>.
- Cabannes, Y. & Marrochino, C. 2018. *Integrating Food into Urban Planning*. London, UCL Press and Rome, FAO. (also available at <http://www.fao.org/3/CA2260EN/ca2260en.pdf>).
- Campos, A., Kroeff, D., Lessa, M., Coutinho, J. & Granheim, S. 2013. Brazil's Food Purchase Programme: Linking farmer and consumer to promote change in food and agriculture systems and the right to adequate food. In *SCN News 40*, pp. 72-76. Geneva, Switzerland, United Nations System Standing Committee on Nutrition (UNSCN). (also available at <https://www.unscn.org/en/Unscn-news?idnews=1310>).
- Cedan, C., Biénabe, E., David-Benz, H., Lemeilleur, S., Marie-Viven, D., Vagneron, I., & Moustier, P. 2019. Chapter 15. What market dynamics for promoting an agroecological transition? In F.-X. Côte, E. Poirier-Magona, S. Perret, P. Roudier, B. Rapidel, & M.-C. Thirion (ed.), *The agroecological transition of agricultural systems in the Global South, Agricultures et défis du monde collection*, AFD, CIRAD, Éditions Quæ, Versailles, France, pp. 271-291. (also available at <https://www.quae-open.com/produit/114/9782759230570/the-agroecological-transition-of-agricultural-systems-in-the-global-south>).
- Committee on World Food Security (CFS). 2016. *Urbanization and Rural Transformation Implications for Food Security and Nutrition: key areas for policy attention and possible roles for CFS*. First background document for CFS43 Discussion. Working Draft, Version 06.05.16. Rome. (also available at http://www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2016/02/CFS_UrbRurFirstDraft_6May.pdf).
- CFS. 2017. *Addressing Food Security and Nutrition in the Context of Changing Rural-Urban Dynamics: Experiences and Effective Policy Approaches*. Draft for Discussion by the Open-Ended Working Group (OEWG) on Urbanization and Rural Transformation. Rome. (also available at http://www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2016/02/CFS_Addressing_FSN_in_the_context_of_changing_rur_urb_dynamics_experienc....pdf).
- Dubbeling, M., Carey, J., & Hochberg, K. 2016. *The role of private sector in city region food systems: analysis report*. Leusden, The Netherlands, RUAF Foundation. (also available at [https://www.ruaf.org/sites/default/files/Private%20sector%20engagement%20in%20city%20region%20food%20systems%20Analysis%20report-final\(2\).pdf](https://www.ruaf.org/sites/default/files/Private%20sector%20engagement%20in%20city%20region%20food%20systems%20Analysis%20report-final(2).pdf)).
- FAO. 2014. *Agreeing on causes of malnutrition for joint action*. Rome. (also available at <http://www.fao.org/3/a-i3516e.pdf>).
- FAO. 2017. *The 250 Thousand Families Challenge: Bringing to bear food practice on health, equity and sustainability in Ecuador*. Quito. (also available at <http://www.fao.org/3/a-bs916e.pdf>).
- FAO. 2019a. About. In: *ICN2 Second International Conference on Nutrition* [online]. Rome, 19-24 November 2014. [Cited 23 May 2019]. <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/en/>.

- FAO. 2019b. Inclusive procurement and value chains. In: *School Food and Nutrition* [online]. Rome. [Cited 11 July 2019]. <http://www.fao.org/school-food/areas-work/inclusive-procurement/en/>.
- FAO. 2019c. FAO/WHO GIFT Global Individual Food consumption data Tool [online]. Rome. [Cited 11 December 2019]. <http://www.fao.org/gift-individual-food-consumption/en/>.
- FAO & WHO. 2014a. *Rome Declaration on Nutrition*. Conference Outcome Document ICN2/2014/2. Second International Conference on Nutrition, Rome, 19–21 November 2014. Rome, FAO. (also available at <http://www.fao.org/3/a-ml542e.pdf>).
- FAO & WHO. 2014b. Framework for Action. Conference Outcome Document ICN2/2014/3 Corr. 1. Second International Conference on Nutrition, Rome, 19-21 November 2014. Rome, FAO. (also available at <http://www.fao.org/3/a-mm215e.pdf>).
- Forster, T., Egal, F., Renting, H., Dubbeling, M. & Escudero, A. G. 2015. *Milan Urban Food Policy Pact. Selected Good Practices from Cities. Utopie Globalizzazione* 29. Milan, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli.
- Garrett, J. 2005. *Beyond rural urban: keeping up with changing realities*. Washington, DC, International Food Policy Research Institute (IFPRI). (also available at <https://www.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/beyond.pdf>).
- Garrett, J. & Ruel, M. 2018. Nutrition and SDG11: Make cities and human settlements inclusive, safe, resilient and sustainable. In *Expert Group Meeting on Nutrition and the SDGs under Review in Preparation for the High-Level Political Forum*, pp. 10-13. Background report prepared for the UNSCN Expert Group Meeting, Nutrition and the SDGs. New York, 19 20 June 2018. Rome, Bioversity International. (also available at https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/99266/Annex%203_Garrett_2018.pdf?sequence=1&isAllowed=y).
- Kitaoka, K. 2018. The National School Meal Program in Brazil: A Literature Review. *The Japanese Journal of Nutrition and Dietetics*, 76 (Supplement 1): 115-125.
- Milan Urban Food Policy Pact (MUFPP). 2015. Text. In: *Milan Urban Food Policy Pact* [online], 15 October 2015. Milan, Italy. [Cited 23 May 2019]. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/faoterm/FAOSTYLE_English_2017.pdf.
- MUFPP. 2019. History. In: *Milan Urban Food Policy Pact* [online]. Milan, Italy. [Cited 23 May 2019]. <http://www.milanurbanfoodpolicypact.org/history/>.
- Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) & FAO. 2010. *The Right to Adequate Food*. Human Rights Fact Sheet No. 34. Geneva, Switzerland and Rome. (also available at <https://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet34en.pdf>).
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), FAO & United Nations Capital Development Fund (UNCDF). 2016. *Adopting a Territorial Approach to Food Security and Nutrition Policy*. Paris, OECD Publishing. (also available at <http://dx.doi.org/10.1787/9789264257108-en>).
- Padulosi, S. & King, O.I. 2018. Minor Millets are Now Formally Part of India's Public Distribution System (PDS). Neglected and Underutilized Species Community. In: *Bioversity International. Neglected and Underutilized Species Community* [online]. Rome. [Cited 9 January 2019]. <http://www.nuscommunity.org/resources/news-events/news/minor-millet-are-now-formally-part-of-indias-public-distribution-system-pds/>.
- PolicyLink, FoodTrust & Reinvestment Fund. 2015. *The Healthy Food Financing Initiative (HFFI): An Innovative Public-Private Partnership Sparking Economic Development and Improving Health*. Oakland, California, PolicyLink. (also available at https://www.frbsf.org/community-development/files/healthy_food_financing_initiative.pdf).
- Proctor, F. & Berdegú, J. 2016. *Food systems at the rural-urban interface*. Working Paper series No. 194. Santiago, Chile, Latin American Center for Rural Development (Rimisp). (also available at http://rimisp.org/wp-content/files_mf/1467380890194_Felicity_Proctor_Julio_Berdegue.pdf).
- Republic of Kenya. 2011. National food and nutrition security policy. Nairobi. (also available at <https://extranet.who.int/nutrition/gina/sites/default/files/KEN%202011%20National%20Food%20and%20Nutrition%20Security%20Policy%5B1%5D.pdf>).
- Ruel, M., Garrett, J., Yosef, S. & Olivier, M. 2017. Chapter 32. Urbanization, Food Security and Nutrition. In S. de Pee, D. Taren, & M. Bloem (ed.), *Nutrition and Health in a Developing World, Third Edition*, Humana Press, Cham, Switzerland, pp. 705-735.
- Samad, T., Lozano-Gracia, N. & Panman, A. (eds.) 2012. *Colombia Urbanization Review: Amplifying the Gains from the Urban Transition*. Directions in Development, Countries and Regions 72462. Washington, DC, World Bank. (also available at <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/11955>).

Simcoe County. 2012. *Simcoe County Food and Agriculture Charter*. County of Simcoe, Western Ontario, Canada. (also available at <https://penetanguishene.civicweb.net/document/157161>).

Tacoli, C. 1998. Rural-urban interactions: a guide to the literature. *Environment and Urbanization* 10(1): 147-166. (also available at <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/095624789801000105>).

Tacoli, C. 2003. The links between urban and rural development. *Environment and Urbanization*, 15(1): 3-12. (also available at <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/095624780301500111>).

The Power of Nutrition. 2019. Home page. In: The Power of Nutrition [online]. London. [Cited 11 December 2019]. <https://www.powerofnutrition.org/>.

United Nations. 1948. A Universal Declaration of Human Rights. General Assembly Resolution 217 A. Paris. (also available at <https://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/>).

United Nations. 2017. *The New Urban Agenda*. Adopted at the United Nations Conference on Housing and Sustainable Urban Development (Habitat III) in Quito on 20 October 2016. Endorsed by the United Nations General Assembly at its sixty-eighth plenary meeting of the seventy-first session on 23 December 2016. (also available at <http://habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-English.pdf>).

United Nations. 2019a. About. In: *Sustainable Development Goals* [online]. New York. [Cited 23 May 2019]. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/development-agenda/>.

United Nations. 2019b. About. In: *United Nations Decade of Action on Nutrition 2016–2025* [online]. New York. [Cited 23 May 2019]. <https://www.un.org/nutrition/about>.

United Nations General Assembly. 2015. *Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Resolution adopted by the General Assembly on 25 September 2015. A/Res/70/1. New York. (also available at https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=E).

United Nations General Assembly. 2016. United Nations Decade of Action on Nutrition (2016–2025). Resolution adopted by the General Assembly on 1 April 2016. A/Res/70/259. New York. (also available at https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/259).

United Nations General Assembly. 2019. United Nations Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas. Resolution adopted by the General Assembly on 17 December 2018. A/Res/73/165. New York. (also available at <https://undocs.org/pdf?symbol=en/A/RES/73/165>).

UN-Habitat. 2015. *International guidelines on urban and territorial planning*. Nairobi. (also available at https://www.uclg.org/sites/default/files/ig-utp_english.pdf).

UN-Habitat. 2019. *Urban-Rural Linkages: Guiding Principles and Framework for Action to Advance Integrated Territorial Development*. Nairobi. (also available at https://urbanrurallinkages.files.wordpress.com/2019/07/url-gp_flyer.pdf)

United Nations System Standing Committee on Nutrition (UNSCN). 2017. *Global Governance for Nutrition and the Role of UNSCN*. Discussion paper. Rome. (also available at <https://www.unscn.org/uploads/web/news/GovernPaper-EN-WEB.pdf>).

UNSCN. 2018. Expert Group Meeting on Nutrition and the SDGs Under Review in Preparation for the High-Level Political Forum. Meeting Report. Rome. (also available at <https://www.unscn.org/uploads/web/news/Final-Report-of-EGM-on-nutrition.pdf>).

World Bank. 2009. *Systems of Cities: Harnessing urbanization for growth and poverty alleviation*. The World Bank urban and local government strategy. Washington, DC. (also available at http://siteresources.worldbank.org/INTURBANDEVELOPMENT/Resources/336387-1269651121606/strategy_exec_summary.pdf).

Youssofane, A., Swinnen, T., Shoham, J. & Dolan, C. 2018. *Multi-sector programming at the sub-national level: A case study in the regions of Matam and Kédougou, Senegal*. Kidlington, UK, ENN. (also available at https://www.ennonline.net/attachments/2777/MSP_Senegal_21Mar18.pdf).

Acronymes

CGIAR	Organisation du Système CGIAR
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CRFS	système alimentaire ville-région
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
UNSCN	Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies

Crédits photos

Couverture: FAO/Giulio Napolitano

Page 2: FAO/Vasily Maximov

Page 13: FAO/Paballo Thekiso

Page 16: FAO/Ami Vitale

Page 18: Magnum Photos pour FAO/Alex Webb

Page 21: FAO/Sean Gallagher

Page 23: Alliance de Bioversity International et du CIAT

Page 26: FAO/Ami Vitale



Vision de l'UNSCN

Un monde libéré de la faim et de toutes les formes de malnutrition est réalisable dans cette génération

Secrétariat de l'UNSCN

info@unscn.org • www.unscn.org • c/o FAO • Viale delle Terme di Caracalla • 00153 Rome, Italie

Suivez-nous:  @UNSystemStandingCommitteeOnNutrition  @UNSCN  @UNSCN



United Nations System Standing Committee on Nutrition

